

Urgence climatique : aux actes citoyens !

Nous sommes désormais entrés dans l'urgence climatique. Hausse des températures, canicules récurrentes, incendies dévastateurs en Grèce, au Portugal, en Californie, inondations ravageuses, acidification des océans, fonte des glaces et accélération de la disparition des espèces animales et végétales : sont quelques manifestations visibles et concrètes du dérèglement climatique qui ne cessent de s'accumuler.

Certes, l'attention portée sur la protection de l'environnement a beaucoup progressé. Et pourtant, les mobilisations contre le changement climatique restent encore globalement faibles dans les actes malgré les différents sommets mondiaux (COP 21...COP 23), malgré les différentes tribunes des scientifiques ou encore malgré l'appel des 200 personnalités pour sauver la planète. Elles restent aussi, encore faibles, malgré une prise de conscience citoyenne devenue grandissante.

Sous le poids de notre activité économique, la destruction de l'environnement va toujours beaucoup plus vite que la construction écologique. De temps à autre, l'ampleur d'une catastrophe nous émeut et nous fait réagir, mais le quotidien reprend bien vite son cours. Il continue de nous enfermer dans cette course effrénée où le « *toujours plus* » prime sur le « *toujours mieux* ». Nous nous sommes habitués à rechercher le bien-être dans la croissance intensive. Nous y sommes tellement habitués que nous ne savons plus vivre autrement. Or aujourd'hui, face à ce risque environnemental qui met en péril toute l'humanité, nous devons aller plus loin et plus vite. Il y a urgence !

L'ampleur de la dégradation de l'environnement est telle que la question n'est plus seulement scientifique, elle est dès à présent, politique et sociétale. Elle nécessite des changements substantiels dans le fonctionnement de notre économie, dans nos modes de production et de consommation.

Le changement climatique ne doit plus être considéré comme une externalité négative de notre modèle de croissance. Cette dette écologique ne peut pas être supportée par la génération future. C'est pourquoi, elle doit être désormais prise en compte dans la mesure du P.I.B afin d'évaluer et de percevoir réellement la gravité du risque environnemental. Elle doit servir de critère de convergence pour conduire la politique de croissance comme l'est celui de la dette publique

pour élaborer la politique budgétaire. Intégrer cette contrainte écologique dans les politiques publiques, permettrait à chaque gouvernement de retrouver sa capacité à orienter l'activité économique dans l'intérêt général plutôt que de la gérer sous la pression des divers lobbys servant des intérêts privés. Le principal enjeu consiste aujourd'hui à construire un nouveau modèle de croissance permettant de satisfaire nos besoins sans compromettre ceux de la génération future. Tel est le défi qui doit être relevé dès à présent.

Préparer l'avenir des générations futures, implique de tracer les voies d'une nouvelle forme de croissance économique faisant de l'enjeu climatique une priorité absolue des politiques économiques. A cet égard, les Pouvoirs publics doivent mettre en œuvre un programme d'investissements publics ambitieux garantissant leur engagement immédiat et définitif dans la transition écologique. Cette planification écologique inciterait les entreprises à investir massivement à leur tour dans les énergies renouvelables ou encore à investir au moindre risque dans de nouvelles activités économiques respectueuses de l'environnement. Créant ainsi par cet effet multiplicateur de nouveaux biens, de nouveaux besoins et de nouveaux emplois, elle ferait naître progressivement une nouvelle façon de produire et de consommer. De plus, cette dynamique économique pousserait la finance privilégiant aujourd'hui l'immobilier et les placements spéculatifs à court terme, à s'engager à son tour dans cette nouvelle voie.

Cette action collective pourrait quant à elle, s'étendre à l'échelle européenne voire mondiale, lors de la COP 24 qui se déroulera en Pologne au mois de décembre 2018. Elle sera l'occasion d'enclencher ce processus à condition que les dirigeants politiques fassent le choix du courage politique plutôt que de celui de l'égoïsme dominé par les lobbys du laisser-faire libéral.

Il est temps de passer d'une croissance quantitative à une croissance qualitative où « *l'être* » prime sur « *l'avoir* ». Dés lors, il appartient à chacun d'entre nous, par nos actes citoyens, d'encourager l'action publique pour préparer et réaliser ce passage !

G.F.